

La dette publique, une affaire rentable

À qui profite le système ?

André -Jacques HOLBECQ et Philippe DERUDDER

Préface d'Étienne CHOUARD

EXTRAIT

Avant propos

Petite histoire absurde d'une dette qui court... qui court...

Le 1er janvier 2008, vous voilà dans le besoin d'acheter une voiture afin de pouvoir vous rendre à votre travail. Votre banquier compatissant crée 10 000 euros et crédite votre compte, au taux raisonnable de 6% l'an, les intérêts payables mensuellement à raison de 0,5%.

Hélas, vous avez mal calculé car vos revenus ne vous permettent de rembourser ni les intérêts ni le capital ...

Votre banquier, toujours aussi compatissant, accepte de ne vous réclamer que le montant des intérêts, le capital, quant à lui, vous le rembourserez lorsque vous serez en mesure de le faire. Voilà déjà un bon pas de franchi! Reste à trouver le financement des intérêts! Heureusement, votre famille qui a du bien, accepte de vous apporter sa caution. Ainsi pouvez-vous obtenir, auprès d'une autre banque, un crédit qui vous permettra de payer les intérêts au premier banquier.

Mais vos revenus ne s'améliorent pas!

A chaque échéance, vous voilà dans l'obligation d'emprunter le montant des intérêts, plus ceux que vous devez sur ce que vous avez déjà emprunté!... La roue tourne et d'année en année, globalement, la dette augmente:

Janvier 2018: la voiture a 10 ans. Elle ne vaut plus rien mais vous, vous êtes redevable de plus de 18 000 euros

Janvier 2048: vers la fin de votre vie, vous devez maintenant 200 000 euros ... mauvais plan pour vos héritiers.

Janvier 2108: il y a juste 100 ans que vous avez pris ce crédit de 10 000 euros: votre famille vieillissante doit maintenant près de 4 millions d'euros aux successeurs de vos banquiers... s'ils ne réagissent pas, dans un siècle, leurs héritiers devront à leur tour plus de 1 milliard 570 millions euros...

§

Absurde ?

Et si cette petite fiction n'était que la triste réalité du peuple français, et de tant d'autres?

La dette de l'État français qui s'élevait à 229 milliards d'euros au début de 1980, avoisinait les 1142 milliards fin 2006, soit près de 5 fois plus, 26 ans plus tard.